



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

7 juin 2016

Dans le volet politique, la seconde Consultation nationale pour l'intégration des Objectifs de développement durable dans le Plan national de développement, qui se déroule actuellement à l'hôtel Carlton fait la Une des quotidiens parus ce jour. A l'issue de la consultation, le gouvernement malgache présentera le rapport national volontaire sur le processus des ODD à New-York au mois de juillet 2016. Par ailleurs, l'interview de l'ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, Antonio Sanchez-Benedito sur une radio française retient également l'attention des quotidiens. Dans son discours, le représentant de l'Union européenne à Madagascar a convié les dirigeants à concrétiser leurs efforts dans la lutte contre la corruption. Il a également insisté sur le respect de l'ordre constitutionnel et sur l'alternance démocratique.

Politique interne

SECONDE CONSULTATION NATIONALE POUR L'INTEGRATION DES ODD AU SEIN DU PND

La seconde Consultation nationale ayant pour but l'intégration des Objectifs de développement durable dans le Plan national de développement se tient à l'hôtel Carlton d'Anosy depuis hier. Les membres du gouvernement, les hauts responsables des départements ministériels et organismes rattachés, les représentants du secteur privé, la société civile, les représentants du corps diplomatique et des partenaires techniques et financiers, ou encore les représentants du monde universitaire figurent parmi les participants à cette Consultation nationale. Initiée par le Programme des Nations Unies pour le développement et le gouvernement malgache, la consultation qui durera 3 jours sera l'occasion de s'approprier les ODD, et d'établir les priorités par rapport au PND et les ressources à disposition. « Les ODD forment un tout, chaque objectif doit être atteint. Comme c'est un programme sur une période de 15 ans, nous pouvons programmer l'atteinte des 17 points selon le PND », a précisé le ministre de l'Economie et de la Planification, Herilanto Raveloarison. Rappelons que ces 17 challenges mondiaux, qui ont été adoptés en septembre 2015, visent à mettre fin à la pauvreté, aux inégalités et injustices d'ici 2030. Par ailleurs, Madagascar table jusqu'ici sur les aides budgétaires et crédits accordés par les partenaires internationaux, une manne pourtant insuffisante. Afin de s'assurer d'atteindre les ODD dans les délais impartis, l'Exécutif mise sur les ressources internes. D'après le ministre de l'Economie, les ressources internes du pays ne se limitent pas aux richesses naturelles. Il y a également le capital humain qu'il faudrait valoriser, ou encore l'intensification des ressources classiques, à savoir l'amélioration des recettes fiscales et la réduction des dépenses et des dettes. Lors de la première demi-journée de l'atelier d'hier, Mansour Ndiaye, team leader croissance inclusive au Centre régional du PNUD à Addis-Abeba a soutenu que les ODD visent à inclure tout un chacun dans le processus de lutte contre la pauvreté. Pour sa part, la Coordonnatrice résidente du système des Nations Unies à Madagascar a déclaré, dans son discours d'ouverture, que derrière chaque ODD, il y a des vies de jeunes et de femmes, des aspirations légitimes et l'espoir de l'amélioration des conditions de vie de millions de personnes dans chaque région. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Midi Madagasikara, p. 5 ; La Vérité, p. 2 ; Madagascar Matin, p. 2)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- Selon les estimations des spécialistes, la réalisation des 17 ODD coûterait entre 3300 et 4500 milliards de dollars par an. Pour l'Afrique, 2500 milliards de dollars sont nécessaires au financement du développement d'ici 2030. Notons que le gouvernement malgache présentera le rapport national volontaire sur le processus des ODD à New-York au mois de juillet 2016. (**Madagascar-Laza, p. 3**)
- A l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la Consultation nationale, le ministre de l'Economie et de la Planification, a expliqué que Madagascar ne pourra pas atteindre les 17 ODD faute de moyens financiers. Le pays devra ainsi choisir entre les aspects sociaux, environnementaux et économiques pour définir ses priorités. (**Les Nouvelles, p. 18**)

LES NATIFS DE LA REGION SOFIA DEMANDENT L'ARRET DES POURSUITES CONTRE LE SENATEUR LYLISON

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue hier à Antanimora, les membres de l'association « Zanak'i Sofia » (natifs de la région Sofia) ont élevé la voix pour demander la cessation de toute poursuite à l'encontre du sénateur Lylison René de Roland. Cette association considère que la poursuite de ce parlementaire est sans fondement, dans la mesure où, deux semaines après la perquisition de son domicile, les chefs d'inculpation de ce dernier ne sont toujours pas connus. « Face à l'évolution de la situation dans le pays, caractérisée par le non-respect de la loi, la dilapidation des ressources nationales et la corruption grandissante, notre sénateur avait pris ses responsabilités en dénonçant les mauvaises pratiques de nos dirigeants. (...) Quel est le délit ou l'infraction qu'il aurait commis dans tout cela ? », s'interroge Paul Martin Marovintsy, porte-parole de l'association Zanak'i Sofia. Les natifs de la région Sofia dénoncent un double poids deux mesures par rapport aux poursuites lancées contre le parlementaire, estimant que les proches du pouvoir bénéficient d'un traitement de faveur. Par conséquent, l'association demande au Président de la République de faire cesser toute poursuite à l'encontre de l'intéressé. (**Madagascar-Laza, p. 2 ; La Gazette de la Grande Île, p. 13**)

- Ce n'est pas la première fois qu'un intellectuel issu de la région Sofia fait l'objet d'un tel acharnement, ont affirmé les membres de l'association. « Si les harcèlements se poursuivent, l'association ne va pas se laisser faire. Nous allons certainement prendre une décision », a averti le porte-parole des natifs de la région Sofia. En tout cas, les considérations ethniques risquent de prendre le dessus sur cette affaire, souligne **Midi Madagasikara, p. 2**
- Le porte-parole des natifs de la région Sofia a expliqué que l'Etat devrait avoir d'autres priorités, telles que la lutte contre la corruption, ou encore la protection des ressources du pays, au lieu de s'attarder à des intimidations de la sorte. (**Les Nouvelles, p. 3**)
- De l'avis de **La Gazette de la Grande Île**, le régime ne cesse de se tromper de cibles et de combats, notamment en déployant les grands moyens pour traquer les citoyens qui exercent leur liberté d'expression et en dissimulant son incapacité à mettre hors d'état de nuire les bandits qui opèrent en zones rurale et urbaine. Selon le quotidien, les dirigeants devraient plutôt se méfier de l'inflation galopante, plutôt que de s'acharner sur des politiciens, des hommes d'affaires, des parlementaires ou encore

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



des journalistes. (p. 9)

- **L'Observateur (p. 2)** titre dans la grande Une : « Rumeurs d'assassinat contre le gênant Colonel-Sénateur Lylison : les forces armées au bord de l'implosion ». Ayant raté l'arrestation musclée du parlementaire, les apprentis-dictateurs auraient opté pour la solution capitale pour venir à bout du parlementaire. Les jours qui viennent risquent donc d'être riches en rebondissements, opine le quotidien, non sans alarmisme.

Relations internationales

L'AMBASSADEUR DE L'UE A MADAGASCAR MET EN AVANT LES INCERTITUDES QUANT A LA CONJONCTURE MALGACHE

Dans une interview sur Radio France Internationale dimanche dernier, l'ambassadeur de l'Union européenne à Madagascar, Antonio Sanchez-Benedito a confié que des incertitudes et des doutes subsistent quant à la conjoncture malgache. Bien qu'ayant essayé d'affirmer un optimisme quant à la conjoncture post-transition à Madagascar, certaines réponses de l'ambassadeur de l'UE mettent en avant une certaine crainte quant à une stabilité durable. Il a entre autres, évoqué la nécessité de renforcer les acquis démocratiques à l'issue des élections de sortie de crise, pour redonner de l'espoir à la population, à la communauté internationale, aux opérateurs privés et investisseurs. Dans ses réponses, Antonio Sanchez-Benedito a confié que les attentes de la communauté internationale ne sont qu'en partie réalisées, même si les partenaires internationaux de la Grande Ile ne sont pas déçus de la situation post-transition. Parmi ces attentes non concrétisées figure la lutte contre la corruption. Se réjouissant de la détermination affirmée des dirigeants à combattre la corruption, le diplomate a, pourtant, expliqué que cette déclaration devrait être accompagnée d'une volonté forte pour obtenir des résultats concrets. « (...) Il y a des stratégies, des lois et des organes. Maintenant, il faut les appuyer pour qu'ils fassent leur travail », poursuit l'ambassadeur de l'UE. Il a toutefois déploré que des dossiers sont fréquemment bloqués au terme des investigations menées par le Bureau indépendant anticorruption. En outre, la défaillance du système judiciaire favorise les vindictes populaires et le manque de confiance vis-à-vis de la Justice et de l'autorité étatique. (**L'Express de Madagascar, p. 6**)

- L'ambassadeur de l'Union européenne a constaté la fragilité du régime actuel. Selon lui, la démocratie doit être renforcée, et essentiellement, le respect de l'alternance démocratique. « J'insiste, le président de la République a un mandat de 5 ans qui se termine en 2018. Il sera énormément important de reconfirmer ce processus démocratique avec des élections libres et démocratiques », a-t-il indiqué. En somme, il attend que les élections de 2018 soient dans les normes, les plus crédibles et les plus transparentes possibles. Antonio Sanchez-Benedito a également affiché sa forte opposition à toute tentative de rupture constitutionnelle, en insistant sur les conséquences néfastes des crises cycliques. (**Madagascar-Laza, p. 2**)
- Pour la première fois, un représentant des partenaires de Madagascar s'exprime à propos des remous politiques de ces dernières semaines. En insistant sur le respect de l'ordre constitutionnel, il a mis du baume au cœur des ténors du régime, face aux tensions sociopolitiques de ces derniers temps, souligne **Les Nouvelles, p. 2**.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

AIR MADAGASCAR : SUSPENSE SUR LA SORTIE DE L'ANNEXE B

Air Madagascar figure dans la liste de l'Annexe B de l'Union européenne depuis le mois d'avril 2011. Le sort de la compagnie aérienne nationale sera fixé après la réunion de la commission de l'Union européenne qui a pris fin le 3 juin dernier à Bruxelles. En principe, la décision est publiée une dizaine de jours après l'audit de la compagnie effectuée par l'EASA, une société privée prestataire de la commission de l'Union européenne. Les 28 membres de ladite commission prendront ainsi une décision à l'unanimité à partir des résultats de l'audit de l'EASA, et ce malgré les efforts fournis par Air Madagascar et l'Aviation civile de Madagascar. Cette décision indiquera si la compagnie sera autorisée ou non à survoler le ciel européen. La sortie de l'annexe B s'avère capitale pour la survie et la relance d'Air Madagascar, mais également pour le développement de l'industrie aéronautique à l'heure de l'« open sky ». D'après un gérant d'un tour opérateur, le maintien de l'annexe B obligera Air Madagascar à subir les coûts élevés de son fonctionnement et à ne pas être compétitive sur un marché concurrentiel, ce qui a déjà causé sa perte depuis 2011. En tout cas, le maintien dans l'annexe B sera également préjudiciable au pays en termes de notoriété, de confiance et surtout d'image. En revanche, si l'annexe B est levée, Air Madagascar devra faire en sorte d'être à la hauteur du challenge qui l'attend. (L'Express de Madagascar, p. 4)

- *L'actuel régime a promis la sortie de la compagnie nationale de l'annexe B, mais il semble qu'il patauge et ne fait que gagner du temps face à son incapacité. Par ailleurs, le maintien d'Air Madagascar dans l'annexe B pourrait avoir de graves conséquences sur le Sommet de la Francophonie, qui se tiendra à Madagascar au mois de novembre. Et pour cause, la sécurité des membres des délégations étrangères ne seraient pas garanties. Ainsi, bon nombre de pays francophones seraient tentés de prendre la partie de ceux qui s'opposent à l'organisation du Sommet de l'OIF, et voteraient pour le transfert de l'accueil du sommet à un pays tiers. (Midi Madagasikara, p. 3)*
- *En somme, les responsables tant au niveau du gouvernement qu'au sein de l'Aviation civile de Madagascar doivent redoubler d'efforts pour essayer de coordonner leurs actions en vue de sortir Madagascar de l'annexe B, souligne Madagascar-Laza, p. 3*
- *Les ministres qui se sont succédé à la tête du ministère du Transport ont promis la sortie d'Air Madagascar de l'annexe B, en vain. Cette situation risque d'avoir des impacts négatifs sur la tenue du Sommet de la Francophonie. Et dans ce cas, les investissements engagés par l'Etat malgache seront dépensés en vain, sans compter les conséquences politiques à l'intérieur du pays. (Madagascar Matin, p. 3)*
- *La situation ne serait pas la même depuis 2014, si les dirigeants étatiques avaient affiché l'ouverture au dialogue avec les forces vives du pays. Air Madagascar serait probablement sorti de l'annexe B si le parti HVM s'était mis en action, et ne s'arrêterait pas aux beaux discours. (Tia Tanindrazana, p. 2)*

JIRAMA : LA REVISION DU TARIF DE L'ELECTRICITE A ETE REPORTEE

Après que la compagnie nationale de distribution d'eau et d'électricité Jirama et l'Office de régulation de l'électricité aient sorti un communiqué annonçant une nouvelle hausse des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



tarifs de l'électricité, samedi dernier, la compagnie a expliqué, dans un communiqué de presse sorti hier, que la hausse du tarif de l'électricité ne sera pas appliquée ce mois-ci. « Afin que les abonnés puissent se préparer, l'ajustement tarifaire en électricité et en eau sera reporté à une date ultérieure », précise le communiqué, sans pourtant évoquer un calendrier précis à cet ajustement tarifaire. A en croire ce communiqué, la première lettre ne serait donc qu'une préparation psychologique des consommateurs. (**L'Express de Madagascar, p. 7**)

- Selon une source proche du sujet, les recommandations des bailleurs de fonds à arrêter les subventions au bénéfice des sociétés d'Etat, particulièrement la Jirama et Air Madagascar, ont poussé l'Etat à réviser à la hausse les tarifs de l'électricité. Mais d'autres lobbying auraient été tout aussi forts et auraient fait revenir l'Etat sur sa décision. Une chose est sûre, la Jirama accumule des pertes importantes chaque année, car s'il faut 664 Ariary pour produire un Kwh de courant électrique, sachant que le prix à la vente est actuellement de 372 Ariary. (**Les Nouvelles, p. 18**)
- L'Etat pousse les citoyens à bout de nerfs, titre **La Vérité**. Avec cette révision à la hausse du tarif de l'électricité, les consommateurs sont une fois de plus appelés à serrer encore plus leurs ceintures. La prochaine hausse du prix de l'électricité pourrait être la goutte d'eau qui pourrait faire déborder le vase, conclut le quotidien. (**p. 3**)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p. 3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

